

LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

AOÛT - SEPTEMBRE 1967

Les travailleurs et la Sécurité Sociale

Rentrant de vacances, en plus de la hausse des transports, du gaz et de l'électricité, nous avons l'agréable perspective, à partir du 1er Octobre, d'une "réforme de la Sécurité Sociale" qui doit, selon les calculs les plus officiels, nous coûter quelques 250 milliards d'anciens francs par an. En moyenne, cela représente pour chaque salarié quelque chose comme 15 à 20.000 anciens francs; somme suffisante pour qu'il vaille la peine d'y voir clair, malgré tout le battage fait autour de cette opération.

Les prestations de la Sécurité Sociale ne sont ni plus ni moins qu'une partie de notre salaire qui, au lieu de nous être payé chaque semaine ou chaque mois, est versé lorsque nous sommes malades, accidentés ou trop vieux pour travailler. Que ces prestations soient financées par des cotisations ouvrières ou patronales, ou encore par l'impôt, ne change rien à l'affaire: car cotisations et impôts sont en fin de compte prélevés sur la masse des salaires. Ce qui importe, c'est qu'on nous restitue sous forme de prestations autant qu'on nous a pris sous forme de cotisations et d'impôts.

Il en résulte qu'une "réforme" qui réduit les prestations (notamment le remboursement des frais de maladie) tout en augmentant les cotisations, représente tout simplement une baisse générale des salaires: un peu comme si, chaque semaine, la dernière heure de travail effectuée n'était plus payée. Inutile de préciser que ce qui est ainsi soustrait aux travailleurs se retrouve, d'une façon ou d'une autre, dans la poche des capitalistes.

Une opération de ce genre n'a rien d'exceptionnel, au contraire. Le capitalisme ne peut survivre qu'en comprimant périodiquement le niveau de vie des travailleurs. C'est le but de la "rationalisation", avec son cortège de licenciements, comme de la "stabilisation", qui bloque les salaires en laissant monter les prix. C'est aussi le but des "réformes" en tout genre, qu'elles portent sur la Sécurité Sociale ou sur la fiscalité.

La seule question est de savoir si les travailleurs se laissent faire ou non. En 1959, leur passivité a permis à la bourgeoisie de leur faire supporter tout le coût de la guerre d'Algérie, grâce à une série de mesures parmi lesquelles figurait aussi une "réforme" de la Sécurité sociale. Une bais-

se des salaires ne déclenche pas automatiquement une riposte ouvrière; mais pour riposter efficacement, encore faut-il savoir où frapper.

Puisqu'on nous prive d'une partie de notre salaire, la seule riposte qui ait un sens c'est d'exiger une rallonge équivalente. Tant que les capitalistes sont au pouvoir, il est inutile de s'imaginer que nous pourrions nous mêler des détails de leur gestion. Les seuls points sur lesquels nous avons une influence directe, ce sont nos salaires et nos conditions de travail.

Si les organisations syndicales qui prétendent parler en notre nom étaient vraiment des organisations ouvrières, il leur serait facile de chiffrer la perte que nous allons subir et de nous mobiliser pour une lutte générale autour d'une revendication simple, telle qu'une augmentation uniforme de tous les salaires, qui ferait l'unité de la classe ouvrière au lieu de la diviser par corporations, catégories et régions.

Mais les dirigeants syndicaux n'adopteront pas une telle politique, car elle serait contraire aux intérêts fondamentaux du capitalisme, dont ils vivent au même titre que leurs compères bourgeois malgré des chamailleries aussi bruyantes qu'inoффensives. Ils s'ingénient donc à noyer le poisson, en nous présentant la question de la Sécurité Sociale comme un problème tout à fait à part, qui ne pourrait évidemment être résolu que sur le plan parlementaire, et de préférence par un "Gouvernement de gauche". Ils sèment la confusion en mélangeant savamment la perte de salaire que nous allons subir - et qui seule est importante - avec des détails sans intérêt pour nous, comme le montant des "charges indues" qu'il conviendrait de transférer au budget de l'Etat (comme si celui-ci

était alimenté par autre chose que par des impôts pris sur nos salaires). Ils s'excitent sur le changement de composition des Conseils d'Administration des Caisses: là, l'intérêt personnel montre le bout de l'oreille, car certains de ces Messieurs risquent de perdre leur petit fromage, et cela compte beaucoup plus pour eux que le sort des travailleurs.

Inutile donc d'attendre des directions syndicales autre chose que des mots d'ordre vagues et des manifestations spectaculaires mais sans lendemain (peut-être un autre "arrêt de travail national" de 24 ou de 48 heures, qui aura le même effet que les précédents). Mais inutile aussi de ronchonner chacun dans son coin en se plaignant de la passivité des autres. Agir, c'est faire quelque chose par soi-même, et non attendre qu'un autre le fasse à notre place.

Chaque travailleur a autour de lui une petite fraction de la classe ouvrière: ses propres camarades de travail. Il a aussi à portée de la main un représentant du capital: son propre patron. C'est à ce niveau que s'établit le rapport des forces entre classe ouvrière et patronat. C'est à ce niveau que doit commencer la lutte, sur des revendications simples décidées par les travailleurs eux-mêmes. De cette lutte pourra naître une organisation ouvrière capable de se fixer des objectifs plus élevés.

Il est certain que la voie que nous proposons de suivre est longue et pénible. Ce serait plus facile si les solutions pouvaient tomber du ciel; mais ce genre de chose n'arrive que dans les contes de fées et dans les discours des bonzes syndicaux. En fait, cette voie est la seule réaliste; attendre que les organisations syndicales changent de nature est aussi raisonnable que d'espérer la transformation de l'eau de Seine en beaujolais.

QUELQUES GRÈVES

Pendant l'été se sont déroulées quelques grèves dures, qui méritent d'être connues.

Aciéries Paris-Outreau.

Dans cette boîte, située à Boulogne-sur-Mer, les ouvriers des hauts-fourneaux ont fait grève du 12 juin au 29 juillet, soit plus d'un mois et demi.

Les origines de la grève ne nous sont pas connues mais ce qui est remarquable est la combativité des grévistes.

Le 22 juillet, après 6 semaines de grève, ils n'ont pas hésité à rejeter à la quasi-unanimité un accord intervenu entre les représentants syndicaux et la direction.

Le chef du personnel s'est livré alors à une provocation en déchirant le protocole d'accord et en refusant toute nouvelle négociation. Mal lui en prit. Les travailleurs forcèrent les portes de l'usine et s'installèrent à l'intérieur en bloquant les bureaux de la direction. Les flics étant intervenus, les ouvriers se rendirent au domicile du directeur des Aciéries et l'assézièrent puis, sur une nouvelle intervention de la police, revinrent vers l'usine pour huer et prendre à partie les cadres et certains agents techniques qui n'avaient pas cessé le travail. Ce furent alors les délégués syndicaux qui "rétablirent l'ordre".

La provocation avait failli mal tourner. La direction s'empressa de négocier un nouvel accord qui fut accepté par les grévistes une semaine plus tard.

Dans la semaine du 4 au 9 septembre, les débrayages ont repris. La direction a réagi violemment en procédant à 70 licenciements. On signalait encore une grève le 11 septembre pour protester contre ces licenciements et le non-paiement d'une prime promise dans l'accord intervenu à la fin de la grande grève de Juin-Juillet.

Verrerie Saint-Gobain.

Dans cette usine, située à Cognac, la grève a duré 15 jours.

Le 2 août, 95% des ouvriers, soit 950 travailleurs, ont cessé le travail. La grève avait pour origine la mise en place de machines fabriquant deux bouteilles au lieu d'une seule, ce qui augmentait la productivité dans des proportions considérables.

Malheureusement, une partie des ouvriers semble avoir cédé assez rapidement et la bourgeoisie a pris prétexte de bagarres entre jaunes et grévistes pour faire condamner certains de ces derniers par ses tribunaux.

Les travailleurs les plus combattifs semblent s'être tournés vers des solutions de désespoir comme le sabotage (poteau téléphonique placé sur une voie ferrée).

.../...

Le travail a repris le 17 août. Les travailleurs ont obtenu des primes dites de "double paraison" qui ne compenseront certainement pas l'aggravation de leurs conditions de travail.

Compagnie Industrielle de matériel de transport (C.I.M.T.)

Il faut enfin rappeler la lutte qui s'est déroulée à la C.I.M.T. de Bordeaux.

Pour la première fois depuis longtemps, des travailleurs ont tenté de s'opposer à la fermeture de leur usine en l'occupant.

Le 18 juillet, les 230 métallos de la C.I.M.T. ont décidé l'occupation et ont immédiatement appliqué leur décision.

Mais, là encore isolés, ils n'ont pu empêcher la fermeture, le 28 juillet.

RECORDS CAPITALISTES.

Chaque année, en France, les accidents du travail tuent 4.000 ouvriers et en blessent grièvement plus d'un million (soit l'équivalent de la population de l'ensemble de l'agglomération marseillaise).

C'est à dire que, chaque année, un ouvrier sur dix à peu près risque d'être tué par son travail et perd en tout cas une partie ou la totalité de sa capacité de travail pour des semaines, des mois, des années ou même définitivement.

Il n'est pas une seule guerre qui puisse aligner de tels chiffres.

VIVE LA BANQUE

Les communistes suédois se posent peut-être quelques questions. Depuis des années, le président du P.C. ne ratait pas une occasion de leur présenter la famille WALLENBERG, propriétaires de la "STOCKHOLM ENSKILDA BANK", comme des représentants parmi les plus machiavéliques du grand capital suédois.

Or, ils viennent d'apprendre que leur parti, ayant à faire face à un déficit, s'était adressé à cette banque et avait obtenu d'elle un prêt de 50.000 couronnes (à peu près 5.000.000 d'anciens francs)!

Le capitalisme financier serait-il devenu allié valeureux de la Révolution?

LES DIFFICULTÉS DES CAPITALISTES: MYTHE ET RÉALITÉ.

Pour justifier les licenciements et autres mesures de "rationalisation" sur le dos des travailleurs, les capitalistes invoquent souvent des difficultés économiques générales.

Ainsi, il est couramment admis que le charbon lorrain se vend de plus en plus mal et que la production baisse, ce qui justifierait des licenciements.

Le rapport des Houillères du bassin de Lorraine, publié durant l'été 1967, donne un son de cloche tout différent.

Pour l'année 1966, les ventes, avec 10,5 millions de tonnes se sont presque maintenues au niveau record atteint en 1965. La production (15,48 millions de tonnes) a été, selon le rapport, à peine inférieure à celle de l'année précédente.

Pourtant, pendant la même période, 1.310 travailleurs sur 37.000 salariés ont perdu leur emploi. Au fond, le rendement qui était de 3.239 kilos, par homme et par poste, en 1965 est passé à 3.453 kilos en 1966, soit une augmentation du rendement de 6,6%.

Cet exemple montre, une fois de plus, que les capitalistes n'hésitent pas à répandre des informations alarmistes pour faire produire plus à chaque travailleur.

Posons nos revendications et tentons de les faire aboutir sans nous laisser impressionner par les prétendues difficultés de nos exploiters.

! Camarade,
!

! Tu as eu un exemplaire de "LUTTE DE CLASSE". Tu voudrais peut-
! être continuer à le lire? Mais les changements d'équipe et d'horaire ne
! te permettent pas toujours d'être là au moment de la distribution.

! Pour le recevoir régulièrement par la poste (gratuitement) il
! suffit de retourner cette feuille à l'adresse indiquée au dos du bulle-
! tin, après avoir rempli les lignes ci-dessous:

! NOM (en lettres d'imprimerie) :

! ADRESSE :

! Notre but est de créer des liaisons entre travailleurs. "LUTTE DE
! CLASSE" est à la disposition de ceux qui veulent donner leur avis, ou dif-
! fuser des nouvelles de leur boîte. Nous sommes prêts à rencontrer ceux que
! cela intéresse, au lieu et au moment qui leur conviennent (nous écrire à
! notre adresse postale).

Camarade qui as lu ce bulletin,

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Militants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où **la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploiters d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

Mais c'est en vain aussi que les partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers ». En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de chefaillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impuissantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

Nous disons donc :

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc. — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique par les travailleurs qu'elle concerne ;
- que là où une tâche doit être confiée à des délégués, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, pas pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise**, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la localité, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés, et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploiters.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, de **se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : Jean RENAULT - 73, rue Blanche, PARIS-IX^e.